

contacts avec la Commission économique européenne et avec les gouvernements membres s'accroît et nous travaillons à mettre au point un mode de consultation plus systématique. Je suis heureux de pouvoir dire que nos efforts intensifs de ces deux dernières années en vue de modifier l'idée que les Européens se font du Canada ont été très efficaces. Avec le secours du président Nixon, le 15 août dernier, nous avons réussi à convaincre nos amis d'Europe occidentale que le Canada ne vit pas totalement à l'abri du parapluie américain mais qu'il a son propre rôle à jouer dans le monde autant sur le plan économique que sur le plan politique.

Le Protocole de consultations et l'Accord touchant les échanges scientifiques et techniques avec l'Union soviétique portent déjà des fruits. Les consultations avec l'Union soviétique au niveau des hauts fonctionnaires et des ministres sont plus fréquentes qu'autrefois, elles couvrent une gamme variée de sujets et se font dans une atmosphère bien meilleure. Six commissions spécialisées dans des domaines divers ont été créées dans le cadre de l'Accord touchant les échanges scientifiques et techniques.

Bien que le Canada ne se soit livré à aucune intrigue de couloirs pour faire admettre le Gouvernement de Pékin au siège de la Chine aux Nations Unies, la position canadienne sur cette question a contribué d'une façon considérable, sinon cruciale, à l'avènement d'un résultat qui a fait l'objet de louanges presque universelles. Nos relations avec la Chine se développent à l'avantage des deux pays et l'année qui vient verra s'effectuer des échanges d'experts et des visites officielles et ministérielles. Une foire commerciale exclusivement canadienne, la foire dite "Solo", sera tenue à Pékin au mois d'août et la Chine participera à l'Exposition canadienne nationale à Toronto ainsi qu'à "Terre des Hommes" à Montréal.

L'année dernière a été marquée par la naissance tourmentée de la nouvelle nation du Bangla-Desh. Tout en maintenant ses étroites relations avec le Pakistan, le Canada se joint à d'autres pays pour fournir des secours et faciliter le redressement de la région.

La liste des négociations réussies conduites l'an dernier sur le droit de la mer et sur des questions connexes est impressionnante. Nous sommes sur le point de conclure une importante série d'accords visant à mettre fin à certains droits traditionnels de pêche étrangère dans notre mer territoriale et nos zones de pêche. Des accords sont déjà en vigueur avec la Norvège concernant la chasse aux phoques et la pêche; des accords relatifs aux pêcheries sont presque conclus avec la Grande-Bretagne, le Danemark, la France et le Portugal et un accord avec l'Espagne est en perspective. Les Gouvernements du Canada et du Danemark ont à l'étude le texte d'un accord délimi-